

Les conséquences d'un démantèlement

AURÉLIE LANCTÔT, *Les libéraux n'aiment pas les femmes. Essai sur l'austérité*, Montréal, Lux Éditeur, 2015, 128 pages

Chantal Maillé

Volume 10, numéro 2, printemps 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/80992ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Maillé, C. (2016). Compte rendu de [Les conséquences d'un démantèlement / AURÉLIE LANCTÔT, *Les libéraux n'aiment pas les femmes. Essai sur l'austérité*, Montréal, Lux Éditeur, 2015, 128 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 10(2), 9–9.

LES CONSÉQUENCES D'UN DÉMANTÈLEMENT

Chantal Maillé

Professeure titulaire, Institut Simone-de-Beauvoir, Université Concordia

AURÉLIE LANCTÔT

LES LIBÉRAUX N'AIMENT PAS LES FEMMES. ESSAI SUR L'AUSTÉRITÉ

Montréal, Lux Éditeur, 2015,
128 pages

Selon Aurélie Lanctôt, le début des années 2000 a constitué un temps fort pour le féminisme québécois, et le mouvement des femmes avait alors de quoi se réjouir, récoltant les fruits des décennies d'un combat soutenu. Tout observateur raisonnable, écrit-elle, pouvait conclure que la longue marche vers l'égalité réelle était irréversible. Mais les Libéraux, avec l'austérité, ont trouvé un frein capable d'arrêter sec cette progression historique (p. 118). Il y aurait donc en quelque sorte un avant et un après pour les femmes, au Québec, cet après prenant forme avec les politiques d'austérité du gouvernement libéral de Philippe Couillard.

Dans ce bref essai l'auteure décrit avec précision les retombées de l'austérité, un exercice qui a comme finalité de réduire le rôle de l'État dans la société québécoise. À cette fin, Lanctôt choisit de porter attention plus particulièrement aux conséquences qu'ont les politiques d'austérité sur les femmes, comme l'annonce le titre de l'ouvrage. La démonstration suppose quelques raccourcis qui ne sont pas nécessairement habiles, mais au-delà de cette limite on trouve matière à réflexion sur l'impact global et cumulatif des politiques d'austérité sur l'ensemble de la société québécoise.

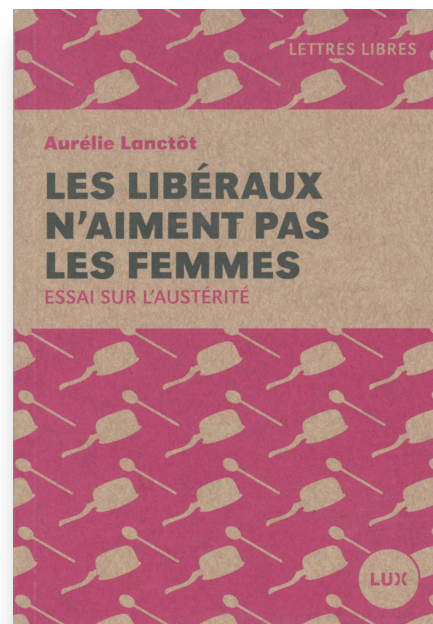
La thèse défendue par l'auteure est que les libéraux gouvernent par les nombres et qu'ils sont indifférents aux conséquences de leurs politiques et donc au sort que l'austérité réserve aux femmes, même si une telle politique constitue un frein brutal à l'atteinte de l'égalité réelle entre les hommes et les femmes. Car ce sont les enseignantes, les infirmières, les éducatrices, les fonctionnaires et les mères de famille qui font les frais des restrictions qu'imposent les libéraux. Les six courts chapitres de l'ouvrage s'attardent à documenter la mécanique qui opère sur les femmes dans les politiques d'austérité tout en proposant de démystifier les thèses économiques qui les sous-tendent. Lanctôt nous rappelle que le discours catastrophiste sur la dette qui sert de leitmotiv

aux libéraux s'inscrit dans une idéologie précise plutôt que de constituer une vérité et contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, le poids de la dette publique, au Québec, ne s'est pas dramatiquement accentué au cours des dernières années, il a au contraire diminué depuis quinze ans (p. 34). Les politiques d'austérité ne sont donc pas une fatalité, et c'est sur cette base qu'il devient possible de remettre en question le projet de société des libéraux et de montrer qu'il appauvrit les femmes, les rend plus vulnérables à la violence et détruit les institutions qui les accompagnent dans leur marche vers l'égalité (p. 40). Pour Lanctôt, les services et programmes qui soutiennent les femmes sont la condition même de leur autonomie et l'auteure en donne quatre exemples, soit le réseau des garderies, l'école, la santé et le milieu communautaire, qui font chacun l'objet d'un chapitre.

L'affirmation que suggère le titre de cet ouvrage est peut-être trop étroite par rapport à l'ampleur du propos.

De la même façon, l'approche de genre qui est développée par l'auteure n'est pas toujours convaincante, dans la mesure où elle fait référence à une femme générique qui n'existe pas tout en suggérant que les programmes sociaux destinés aux familles comme les garderies ne servent qu'aux femmes.

La nouvelle tarification des services de garde votée par les libéraux en fonction des revenus constitue une négation des principes qui ont prévalu dans l'instauration du réseau des garderies, dont le tarif abordable et universel traduisait une volonté résolument féministe de lever un frein à l'égalité réelle entre les hommes et les femmes au Québec. Dans le champ de l'éducation, les libéraux semblent incapables de voir cette institution qui a permis au Québec d'entrer dans la modernité comme un gage de prospérité, encore moins comme une richesse en elle-même. Ils croient plutôt qu'il s'agit d'un siphon à billets verts qu'il faut bloquer le plus tôt possible (p. 74). Quant au financement de la santé, l'auteure relève qu'en 2015-2016, plus de la moitié de la croissance



famélique de 1,4 % des dépenses en santé sera absorbée par les nouvelles hausses salariales des médecins alors que le ministre Barrette bat des records d'arrogance en choisissant de presser le citron du personnel infirmier (p. 83). Finalement, dernier élément de la démonstration, les groupes communautaires sont aux premières loges du démantèlement généralisé des services publics, même s'ils font l'impossible pour amortir la chute de ceux que le réseau public et les programmes d'aide sociale abandonnent à leur sort (p. 100).

En conclusion, l'auteure souligne que le Québec se targue volontiers d'être l'une des sociétés les plus égalitaires en Amérique du Nord, mais tout cela, écrit-elle, est sérieusement compromis par le projet d'austérité des libéraux qui promettent mer et monde si l'on détruit cet État social qui a pourtant contribué à son émancipation collective. Finalement, ce ne sont pas seulement les femmes qui sont visées par les politiques d'austérité, mais bien l'ensemble de la société québécoise, dont les institutions sont atteintes dans leur ADN par ces dogmes économiques qui imposent de prendre aux pauvres pour donner aux riches.

L'affirmation que suggère le titre de cet ouvrage est peut-être trop étroite par rapport à l'ampleur du propos. De la même façon, l'approche de genre qui est développée par l'auteure n'est pas toujours convaincante, dans la mesure où elle fait référence à une femme générique qui n'existe pas tout en suggérant que les programmes sociaux destinés aux familles comme les garderies ne servent qu'aux femmes. Enfin, les libéraux de Philippe Couillard n'ont pas le monopole du discours sur l'austérité, et il aurait été intéressant de situer les autres partis politiques par rapport à ces idées dont la popularité se répand bien au-delà des limites du Québec. ❖